

Vu l'arrêté royal du 17 novembre 1969 portant règlement général relatif à l'octroi d'allocations aux handicapés, notamment l'article 58, modifié par l'arrêté royal du 5 mars 1990;

Vu l'avis du Conseil supérieur national des handicapés, donné le 22 décembre 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intégration sociale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 58 de l'arrêté royal du 17 novembre 1969 portant règlement général relatif à l'octroi d'allocations aux handicapés, modifié par l'arrêté royal du 5 mars 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante :

« La demande datée et signée est introduite au moyen d'une formule dont le modèle est déterminé par le Service des allocations aux handicapés du Ministère de la Prévoyance sociale. Le bourgmestre de la commune où le défunt avait sa résidence principale ou le bourgmestre de la commune où le défunt vivait avec une des personnes visées à l'alinéa 2, 3°, certifie l'exactitude des renseignements qui sont mentionnés sur cette formule et la contresigne. Les personnes visées à l'alinéa 2, 4° et 5°, peuvent faire signer la demande par le bourgmestre de leur résidence principale. »;

2° à l'alinéa 8, les mots « était inscrit dans le registre de la population » sont remplacés par les mots « avait sa résidence principale ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1993.

Art. 3. Notre Ministre de l'Intégration sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mars 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

La Ministre de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

Gelet op het koninklijk besluit van 17 november 1969 houdende algemeen reglement betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de minder-validen, inzonderheid op artikel 58, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 maart 1990;

Gelet op het advies van de Nationale Hoge Raad voor gehandicapten, gegeven op 22 december 1992;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Maatschappelijke Integratie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 58 van het koninklijk besluit van 17 november 1969 houdende algemeen reglement betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de minder-validen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 maart 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vijfde lid wordt vervangen door de volgende bepaling:

« De gedagtekende en ondertekende aanvraag wordt ingediend door middel van een formulier waarvan het model wordt vastgesteld door de Dienst voor tegemoetkomingen aan gehandicapten van het Ministerie van Sociale Voorzorg. De burgemeester van de gemeente waar de overledene zijn hoofdverblijfplaats had of de burgemeester van de gemeente waar de overledene samenleefde met één der in het tweede lid, 3°, bedoelde personen bevestigt de juistheid van de op dit formulier vermelde gegevens en ondertekent dit mede. De personen bedoeld in het tweede lid, 4° en 5°, kunnen de aanvraag laten ondertekenen door de burgemeester van hun hoofdverblijfplaats. »;

2° in het achtste lid worden de woorden « was ingeschreven in het bevolkingsregister » vervangen door de woorden « zijn hoofdverblijfplaats had ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1993.

Art. 3. Onze Minister van Maatschappelijke Integratie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 maart 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
Mevr. L. ONKELINX

F. 93 — 1400

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à votre Majesté trouve sa base juridique dans les articles 2, 3, 7, 13, 14 et 28 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés qui ont été modifiés par la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses.

Le premier objectif du projet est de rendre possible une meilleure gestion du régime des allocations aux handicapés.

Le projet comporte e.a. des dispositions relatives aux plafonds de l'allocation de remplacement de revenus et de l'allocation d'intégration qui sont la conséquence d'un calcul distinct de ces deux allocations.

Les plafonds des deux allocations feront ainsi logiquement l'objet d'un article distinct, à savoir les articles 6 et 6bis.

Le plafond du revenu de travail sera relevé jusqu'au salaire mensuel minimum.

Il y a, en outre, des dispositions relatives aux revenus où l'année civile est la référence, la possibilité d'un examen multidisciplinaire, des dispositions sur l'effet de révisions, l'indexation des montants

N. 93 — 1400

[C — 22238]

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende en de integratie-tegemoetkoming

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit voor te leggen vindt zijn juridische grond in de door de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen gewijzigde artikelen 2, 3, 7, 13, 14 en 28 van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten.

De eerste bedoeling van het ontwerp is een beter beheer van het stelsel van de tegemoetkomingen aan gehandicapten mogelijk te maken.

Het ontwerp bevat o.m. bepalingen in verband met de grenzen voor de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratie-tegemoetkoming die het gevolg zijn van het afzonderlijk berekenen van deze beide tegemoetkomingen.

De grenzen van beide tegemoetkomingen maken dan ook consequent het voorwerp uit van een afzonderlijk artikel, nl. 6 en 6bis.

De grens van het inkomen uit arbeid wordt verhoogd tot het minimum maandinkomen.

Daarnaast zijn er o.a. nog bepalingen in verband met de inkomsten waarbij het kalenderjaar centraal staat, de mogelijkheid van een multidisciplinair onderzoek, bepalingen in verband met de

payés des allocations, la façon de porter en compte les indemnités cumulées avec une allocation, des dispositions concernant les termes échus et non payés en cas de décès et des dispositions concernant la renouveau à une récupération des paiements indus.

Il a été tenu compte des remarques formulées par le Conseil d'Etat dans son avis du 19 janvier 1993. Lorsque cela n'est pas le cas, c'est mentionné explicitement dans le commentaire de l'article même.

Commentaire des articles

Article 1er

L'article 53 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses prévoit que le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur du chapitre VII qui contient les dispositions modificatives de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés.

La date d'entrée en vigueur est fixée au 1er juillet 1993.

Article 2

Cet article dispose que pour la catégorie de bénéficiaire avec personnes à charge, il faut entendre par enfant à charge l'enfant de moins de 25 ans pour lequel le bénéficiaire perçoit des allocations familiales.

Dans le texte actuel cet enfant devait être reconnu à charge du bénéficiaire dans le régime de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité. Il n'est donc plus fait référence à ce régime, mais au régime des allocations familiales où la notion « enfant à charge » est mieux adaptée.

Le dernier alinéa de l'article 4 est devenu sans objet, puisqu'à l'avenir les deux allocations seront calculées séparément.

Article 3

Cet article abroge l'article 5bis de l'arrêté étant donné que le revenu garanti aux personnes âgées aussi bien que les autres prestations sociales feront dorénavant partie des règles de cumul visées à l'article 13 de la loi.

Article 4

Cet article modifie l'article 6 de l'arrêté dans ce sens que les plafonds des revenus sont fixés séparément pour l'allocation de remplacement de revenus, qui dorénavant sera totalement distincte de l'allocation d'intégration. La disposition selon laquelle ces plafonds ne peuvent être appliqués qu'une seule fois, est devenue superflue. En même temps l'abattement de 44 000 F par année pour les pensionnés est supprimé.

Article 5

Cet article fixe les plafonds pour l'allocation d'intégration. Ce sont en premier lieu les montants de l'allocation de remplacement de revenus, augmentés des montants forfaitaires de 12 500 F, 10 000 F ou 6 250 F, selon la catégorie de bénéficiaire.

Enfin cet article fixe l'immunisation du revenu provenant de travail effectivement presté par le handicapé au montant du salaire minimum mensuel multiplié par douze.

Les montants de l'allocation de remplacement de revenus sont liés à l'indice-pivot 110,43 des prix à la consommation.

Finalment il est disposé également qu'il s'agit de montants en vigueur au premier jour du mois qui suit la date de l'introduction de la demande ou de la révision d'office, c'est-à-dire à la date de prise de cours du droit.

Article 6

Cet article modifie le dernier alinéa de l'article 8, § 1er, dans ce sens que pour la fixation du revenu il n'est pas tenu compte du complément de salaire et de l'indemnité perçus par le handicapé qui suit une quelconque formation, réadaptation ou rééducation professionnelle.

Il n'a pas été tenu compte de la remarque de fond du Conseil d'Etat, à savoir que les régions n'ont pas de compétence en ce qui concerne la formation professionnelle, vu le futur transfert éventuel des compétences de la Communauté aux Régions en ce qui concerne les francophones.

Article 7

Cet article remplace l'article 9 de l'arrêté et précise en son § 1er que pour la modification de revenus de 20 p.c. au moins il est tenu compte des revenus de l'année civile précédant l'année au cours de laquelle la demande a été introduite ou la révision d'office a lieu.

Le § 2 reprend les modifications en matière d'état civil, composition de ménage ou cohabitation.

uitwerking van de herzieningen, de indexerings op de uitgekeerde bedragen van de tegemoetkomingen, hoe de uitkeringen die men cumuleert met een tegemoetkoming worden aangerekend, de bepalingen betreffende de vervallen en niet uitbetaalde termijnen bij overlijden en de verzaking aan terugvordering van onverschuldigd betaalde bedragen.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen die de Raad van State heeft gemaakt in zijn advies van 19 januari 1993. Waar dat niet het geval was, wordt dat uitdrukkelijk vermeld bij de commentaar van het artikel zelf.

Commentaar bij de artikelen

Artikel 1

Artikel 53 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen stipuleerde dat de Koning de datum van inwerkingtreding zou bepalen van Hoofdstuk VII dat de wijzigende bepalingen bevat van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten.

Deze inwerkingtreding wordt bepaald op 1 juli 1993.

Artikel 2

Dit artikel bepaalt dat voor de categorie gerechtigde met personen ten laste als kind ten laste verstaan wordt het kind van minder dan 25 jaar voor wie de gerechtigde kinderbijslag ontvangt.

In de huidige tekst diende dat kind erkend te zijn als ten laste van de gerechtigde in de regeling voor de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering. In plaats van naar deze regeling wordt dus nu naar de kinderbijslagregeling verwezen waar het begrip « kind ten laste » beter aangepast is.

Het laatste lid van artikel 4 had geen zin meer aangezien de beide uitkeringen in de toekomst afzonderlijk zullen worden berekend.

Artikel 3

Dit artikel heft artikel 5bis van het besluit op aangezien het gewaarborgd inkomen voor bejaarden net als de andere sociale uitkeringen voortaan deel uitmaken van de cumulatieregeling vervat in artikel 13 van de wet.

Artikel 4

Dit artikel wijzigt artikel 6 van het besluit in die zin dat de grenzen van de inkomsten afzonderlijk worden bepaald voor de inkomensvervangende tegemoetkoming die voortaan volledig gescheiden wordt van de integratietegemoetkoming. De bepaling dat deze grenzen maar eenmaal mogen toegepast worden is overbodig geworden. Tegelijkertijd wordt de 44 000 F per jaar vrijstelling voor gepensioneerden afgeschaft.

Artikel 5

Dit artikel bepaalt de grenzen voor de integratietegemoetkoming. Dat zijn vooreerst de bedragen van de inkomensvervangende tegemoetkoming, verhoogd met de forfaitaire bedragen van 12 500 F, 10 000 F en 6 250 F naargelang de categorie van rechthebbende.

Tenslotte wordt in dit artikel eveneens de vrijstelling van het inkomen uit werkelijk door de gehandicapte gepresteerde arbeid bepaald, die gelijk is aan het bedrag van het gemiddeld minimum maandinkomen maal twaalf.

De bedragen van de inkomensvervangende tegemoetkoming zijn gekoppeld aan het spilindexcijfer 110,43 der consumptieprijzen.

Uiteindelijk wordt nog bepaald dat het gaat om bedragen die van kracht zijn op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van de indiening van de aanvraag of de ambtshalve herziening, d.w.z. op het ingangsdatum van het recht.

Artikel 6

Dit artikel wijzigt het laatste lid van artikel 8, § 1, in die zin dat voor het bepalen van het inkomen geen rekening wordt gehouden met het aanvullend loon en de uitkeringen die de gehandicapte ontvangt die om het even welke erkende beroepsopleiding, omscholing of herscholing volgt.

Er werd geen rekening gehouden met de inhoudelijke opmerking van de Raad van State dat de gewesten geen bevoegdheid hebben voor de beroepsopleiding en dit met het oog op de eventuele transfer in de toekomst van de bevoegdheden van de gemeenschap naar de gewesten voor de Franstaligen.

Artikel 7

Dit artikel vervangt artikel 9 van het besluit en bepaalt in § 1 nader dat voor de wijziging van inkomsten met ten minste 20 pct. rekening gehouden wordt met de inkomsten van het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar in de loop waarvan de aanvraag werd ingediend of de ambtshalve herziening plaats heeft.

In § 2. worden de wijzigingen inzake burgerlijke stand, samenstelling van het gezin of samenwoning opgenomen.

Article 8

Cet article modifie l'article 10, dernier alinéa dans ce sens que dorénavant la modification de catégorie en cas de séparation de fait ou fin de la cohabitation ne sera appliquée qu'après un délai de un an.

Cette modification peut être considérée comme la suppression d'une injustice sociale. Actuellement la catégorie est immédiatement modifiée lorsqu'il est question d'une séparation de fait ou fin de cohabitation, alors qu'il est tenu compte, pendant un an encore, des revenus du conjoint.

On a aussi remplacé « pendant un an au moins » par « depuis un an au moins ».

Article 9

Cet article modifie l'article 13 de l'arrêté pour mieux garantir le secret médical. Le certificat complété doit être remis au bourgmestre sous pli fermé.

Article 10

Cet article modifie l'article 14, alinéa 1er, dans la même intention, à savoir offrir une meilleure garantie pour le secret médical. Les certificats médicaux doivent être joints sous pli fermé.

Article 11

Cet article modifie l'article 16 dans ce sens qu'une équipe multidisciplinaire peut être désignée par le Ministre pour effectuer des examens.

Le service médical du Ministère conserve toutefois la surveillance.

La référence au « médical » disparaît puisqu'il ne s'agit pas en l'occurrence d'examen purement médicaux.

Article 12

Cet article modifie l'article 17 dans ce sens qu'également la référence à « médical » disparaît comme c'était déjà le cas pour l'article 18.

Quoique dans le projet aucune modification de l'alinéa 6 de l'article 17 n'ait été proposée, il est tenu compte de la modification de texte de cet alinéa qui a été proposée par le Conseil d'Etat.

Article 13

Cet article complète l'article 21 dans ce sens qu'il n'est pas procédé d'office à une révision sur base d'une mise au travail du bénéficiaire pour une période de 6 mois ou moins.

Cette modification a été apportée en vue de promouvoir la mise au travail des handicapés.

Article 14

Cet article répartit quelque peu différemment l'effet des révisions de l'article 23 et simplifie le texte.

Le § 1er traite de la révision sur demande qui sort ses effets le premier jour du mois qui suit la date de l'introduction de la demande.

Le § 2, 1^o reprend les circonstances pour lesquelles la révision sort ses effets le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elles se présentent; ces circonstances sont la séparation de fait ou fin de cohabitation d'un an au minimum, séjour en institution, ne plus remplir les conditions de séjour, changement de catégorie d'isolé vers cohabitant et augmentation de 20 p.c. au moins des indemnités visées par la règle de cumul à condition que le bénéficiaire ne l'ait pas déclaré dans les six mois. Il s'agit en l'occurrence dans une certaine mesure d'une sanction pour l'intéressé qui omet de fournir une déclaration dans les six mois.

Le 2^o concerne la modification des revenus de 20 p.c. au moins, qui prend cours au 1er janvier de l'année qui suit la modification.

Le 3^o traite de la déclaration ou constatation de nouvelles données susceptibles de diminuer ou de supprimer l'allocation ou de suspendre son paiement. La révision sort ses effets le premier jour du mois qui suit la déclaration.

Le § 3 reprend les révisions programmées.

Le § 4 stipule que toutes les révisions ne peuvent pas avoir effet avant la date de prise de cours de la décision qui attribue pour la première fois une allocation.

Il n'est pas tenu compte de la remarque du Conseil d'Etat d'écrire « sortit ses effets » au lieu de « sort ses effets ». La préférence a été donnée à « produit ses effets », à savoir la formule conseillée par la légistique pour la rétroactivité.

Artikel 8

Dit artikel wijzigt artikel 10, laatste lid in die zin dat voortaan de wijziging van categorie bij feitelijke scheiding of einde van samenwoning eveneens slechts na afloop van 1 jaar zal worden doorgevoerd.

Deze wijziging kan men beschouwen als het wegwerken van een sociale onrechtvaardigheid. Vooralsnog wordt de categorie onmiddellijk gewijzigd wanneer er sprake is van feitelijke scheiding of einde van samenwoning terwijl er toch gedurende 1 jaar nog wordt rekening gehouden met de inkomsten van de echtgenoot.

Verder werd 'sedert' aan 'minstens één jaar duren' toegevoegd.

Artikel 9

Dit artikel wijzigt artikel 13 van het besluit om het medisch geheim beter te waarborgen. Het ingevuld getuigschrift dient nu onder gesloten omslag aan de burgemeester terug bezorgd te worden.

Artikel 10

Dit artikel wijzigt artikel 14, eerste lid, met dezelfde bedoeling, nl. een betere waarborg te bieden voor het medisch geheim. De medische getuigschriften dienen onder gesloten omslag te worden toegevoegd.

Artikel 11

Dit artikel wijzigt artikel 16 in die zin dat eveneens een multidisciplinair team door de Minister kan aangewezen worden om onderzoeken uit te voeren.

De medische dienst van het Ministerie behoudt evenwel zijn toezicht.

De verwijzing naar « medisch » vervalt aangezien het hier ook om niet zuiver medische onderzoeken gaat.

Artikel 12

Dit artikel wijzigt artikel 17 in die zin dat ook de verwijzing naar medisch vervalt zoals dat met artikel 16 reeds het geval was.

Alhoewel in het ontwerp geen wijziging van het zesde lid van artikel 17 werd voorgesteld wordt toch rekening gehouden met de tekstwijziging voor dit lid die door de Raad van State werd gesuggerd.

Artikel 13

Dit artikel vult artikel 21 aan in die zin dat niet ambtshalve tot een herziening wordt overgegaan op grond van een tewerkstelling van de gerechtigde voor een periode van 6 maanden of minder.

Deze wijziging werd aangebracht om de tewerkstelling van de gehandicapten te bevorderen.

Artikel 14

Dit artikel deelt de uitwerking van de herzieningen in artikel 23 enigszins anders in en vereenvoudigt de tekst.

§ 1. handelt over de herziening op aanvraag waarvoor de uitwerking de eerste dag van de maand die volgt op de datum van indiening van de aanvraag is.

In § 2, 1^o worden de omstandigheden opgenomen waarvoor de uitwerking plaats heeft op de eerste dag van de maand die volgt op de maand in de loop waarvan ze zich voordoen; deze omstandigheden zijn de feitelijke scheiding of einde samenwoning van minimum één jaar, verblijf in een instelling, niet meer voldoen aan de verblijfsvoorwaarden, verandering van categorie, van alleenstaande naar samenwonende en verhoging van ten minste 20 pct. van uitkeringen uit cumulatierегeling op voorwaarde dat de gerechtigde niet binnen de zes maanden aangifte deed. Het gaat hier dus in zekere zin om een sanctie voor de betrokkene die nalaat binnen de zes maanden de aangifte te doen.

Punt 2^o handelt over de wijziging van de inkomsten met ten minste 20 pct. die ingaat op 1 januari van het jaar dat volgt op de wijziging.

Punt 3^o handelt over de aangifte of vaststelling van nieuwe gegevens die de tegemoetkoming verminderen, doen wegvallen of de betaling ervan opschorten. De herziening heeft hier uitwerking op de eerste dag van de maand volgend op de aangifte.

In § 3 worden de geprogrammeerde herzieningen opgenomen.

In § 4 wordt bepaald dat geen enkele herziening uitwerking kan hebben vóór de ingangsdatum van de beslissing waarbij voor de eerste maal een tegemoetkoming wordt toegekend.

Met de opmerking van de Raad van State « sortit ses effets » i.p.v. « sort ses effets » te schrijven werd geen rekening gehouden. De voorkeur werd gegeven aan 'produit ses effets', de formule door de legistiek aanbevolen voor de terugwerkende kracht.

En ce qui concerne le point 5 de l'avis du Conseil d'Etat sur l'article 13 il faut dire que la révision produit ses effets le jour de la déclaration et pas six mois plus tard.

En ce qui concerne le contenu on a donné la préférence à ne pas modifier le texte vu que dans le cas contraire l'objectif du texte proposé pourrait être perdu.

En effet, en vertu des articles 21 et 23 de l'arrêté royal du 6 juillet 1987, toute révision d'office du dossier d'un bénéficiaire motivée par une augmentation des revenus ne sort ses effets qu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle le Service des allocations aux handicapés est informé ou constate cette modification de revenus.

Cette mesure a assurément un effet pervers sous forme d'une sanction atténuée : si les revenus d'un bénéficiaire augmentent et qu'il n'en avertit pas le Service des allocations aux handicapés, l'effet rétroactif que ce dernier pourrait donner à sa décision, au cas où il en serait informé, sera tenu, voire inexistant; on pourrait presque parler d'incitant à la fraude. Ce principe est poussé à l'extrême lorsque les dossiers sont revus dans le cadre de la révision quinquennale (article 21, 4^e du même arrêté royal); la décision qui en découle sort ses effets le premier jour du mois qui suit la date de notification de la décision, ce qui revient à dire que la sanction est nulle.

Les mesures proposées visent à remédier aux lacunes des dispositions actuelles; ainsi, dorénavant, la personne qui omettra d'informer le Service des allocations aux handicapés d'une modification de 20 % de ses revenus dans les 6 mois qui suivront cette modification ne pourra éluder un effet rétroactif plein; la décision, découlant de la révision d'office effectuée par le Service, produira ses effets au 1^{er} janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle la modification de revenus est intervenue, et ce quel que soit le moment où le Service est informé de cette modification. Il s'agit donc essentiellement d'assurer à tous un traitement égal, par un système conçu de telle manière que seul le handicapé qui informe le Service des allocations aux handicapés de manière diligente subit les conséquences les moins dommageables.

Article 15

Cet article modifie l'article 25, § 1^{er}, alinéa 2, f. Cette modification était nécessaire suite à l'abolition de la loi du 18 juin 1850 relative au régime des aliénés.

Le § 1^{er}, alinéa 2, f), se réfère à l'administrateur provisoire désigné par le juge de paix sur base du (nouvel) article 488bis du Code civil.

Article 16

L'article 16 modifie l'article 27 et dispose que l'arrondissement au franc s'effectue sur le montant mensuel à payer. C'est une pure adaptation à la pratique administrative.

Article 17

Cet article complète l'article 28, alinéa 1^{er}, 3, et dispose qu'un séjour de moins de 15 jours en dehors de l'institution n'interrompt pas la période de trois mois successifs.

Article 18

Cet article dispose que l'article 30 est remplacé par des nouvelles dispositions.

Un § 1^{er} est notamment ajouté à l'article 30 disposant que les indemnités visées à l'article 13, § 1^{er} (cumul) sont celles dont bénéficie le handicapé le premier jour du mois qui suit le mois au cours duquel la demande est introduite ou la révision a lieu.

En vue de la déduction des allocations, ces indemnités sont calculées sur base annuelle.

Le § 2 détermine comment une indemnité payée sous forme de capital, est prise en compte.

Le tableau provient des accidents du travail. Là toutefois, il s'agit de paiements trimestriels et les coefficients ont été recalculés sur base annuelle.

Le tableau du Code des impôts sur les revenus qui est actuellement d'application, a été considéré comme inadapté.

Le calcul est effectué à partir de la date de prise de cours de l'allocation.

Article 19

Cet article modifie l'article 31 dans ce sens que le bénéficiaire devra dorénavant communiquer si d'autres instances ont éventuellement accordé des avances.

Wat punt 5 van het advies van de Raad van State over artikel 13 betreft, dient gezegd te worden dat de herziening ingaat vanaf de datum van aangifte en niet zes maanden later.

Wat de inhoud van het artikel betreft werd er de voorkeur aan gegeven de tekst niet te wijzigen omdat anders de bedoeling van de voorgestelde tekst wel eens verloren zou kunnen gaan.

Inderdaad, krachtens de artikelen 21 en 23 van het koninklijk besluit van 6 juli 1987, heeft iedere ambtshalve herziening van het dossier van een gerechtigde, gemotiveerd door een verhoging van de inkomens, slechts uitwerking op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de Dienst voor tegemoetkomingen aan gehandicapten in kennis wordt gesteld van deze inkomenswijziging of deze vaststelt.

Deze maatregel heeft voorzeker een pervers effect in de vorm van een verzachte sanctie : als de inkomens van een gerechtigde verhogen en hij de Dienst voor tegemoetkomingen aan gehandicapten daar niet van in kennis stelt, zal het effect van de terugwerkende kracht die de Dienst zou kunnen geven aan zijn beslissing, als hij er al kennis van krijgt, maar zwakjes, zelfs onbestaande zijn en kan zelfs gesproken worden van aanzetting tot bedrog. Dit principe wordt tot het uiterste gedreven als de dossiers worden herzien in het kader van de vijfjaarlijkse herziening (artikel 21, 4^e van hetzelfde koninklijk besluit) : de eropvolgende beslissing heeft uitwerking met ingang van de eerste dag van de maand die volgt op de datum van de kennisgeving van de beslissing, hetgeen erop neer komt dat er geen sanctie is.

De voorgestelde maatregelen beogen de leemten aan te vullen in de huidige bepalingen; zo zal de persoon die nalaat de Dienst voor tegemoetkomingen binnen 6 maanden die volgen op een wijziging van zijn inkomens met 20 %, in kennis hiervan te stellen, voortaan een volledige terugwerkende kracht niet ontlopen : de beslissing die voortvloeit uit de ambtshalve door de Dienst verrichte herziening, zal uitwerking hebben met ingang van 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarin de inkomenswijziging intrad en dit ongeacht het tijdstip waarop de Dienst aangifte ontving van deze wijziging. Het komt er dus essentieel op neer dat aan eenieder een gelijke behandeling wordt verzekerd door middel van een stelsel dat zodanig opgevat is dat enkel de gehandicapte die de Dienst voor tegemoetkomingen aan gehandicapten met bekwame spoed in kennis stelt de minst schadelijke gevolgen ondervindt.

Artikel 15

Dat artikel wijzigt artikel 25, § 1, tweede lid, f). Die wijziging was noodzakelijk geworden door de opheffing van de wet van 18 juni 1850 op de regeling voor krankzinnigen.

§ 1, tweede lid, f, verwijst nu naar de voorlopige bewindvoerder aangewezen door de vrederechter op grond van het (nieuwe) artikel 488bis van het Burgerlijk Wetboek.

Artikel 16

Artikel 16 wijzigt artikel 27 en bepaalt dat de afronding op de frank nu geschiedt op het uit te keren maandelijks bedrag. Dit is louter een aanpassing aan de administratieve praktijk.

Artikel 17

Dit artikel vult artikel 28, eerste lid, 3, aan en bepaalt dat een verblijf van minder dan 15 dagen buiten de instelling de periode van drie opeenvolgende maanden niet onderbreekt.

Artikel 18

Dit artikel bepaalt dat artikel 30 door nieuwe bepalingen wordt vervangen.

Er wordt o.m. een § 1 aan artikel 30 toegevoegd waarbij bepaald wordt dat de uitkeringen bedoeld in artikel 13, § 1, (cumulatie) diegene zijn waarop de gehandicapte recht heeft op de eerste dag van de maand die volgt op de maand in de loop waarvan de aanvraag wordt ingediend of de herziening plaats heeft.

Met het oog op het aftrekken van de tegemoetkomingen, worden deze uitkeringen op jaarbasis berekend.

In § 2 wordt bepaald hoe een uitkering uitgekeerd onder de vorm van een kapitaal wordt aangerekend.

De tabel komt van de arbeidsongevallen. Daar gaat het evenwel om drie-maandelijks uitkeringen en de coëfficiënten werden op jaarbasis herberekend.

De tabel van het Wetboek van inkomstenbelastingen vooralsnog van toepassing werd als onaangepast beschouwd.

De verrekening gebeurt vanaf de ingangsdatum van het recht op tegemoetkoming.

Artikel 19

Dit artikel wijzigt artikel 31 in die zin dat de gerechtigde voortaan ook moet mededelen of andere instanties eventueel voorschotten hebben toegekend.

Pour remédier aux objections du Conseil d'Etat il est signalé que l'avance est limitée au montant de l'allocation de remplacement de revenus.

Article 20

Cet article insère un alinéa 2 dans l'article 32 liant pour l'exécution du nouvel article 14, alinéa 2 de la loi, les allocations à l'indice-pivot en vigueur à la date de prise de cours du droit à l'allocation. Après fixation du droit, l'indexation s'effectue sur les montants accordés.

Article 21

Cet article modifie l'article 33 dans ce sens que dorénavant également la personne avec laquelle le bénéficiaire constituait un ménage, est assimilée au conjoint pour pouvoir prétendre aux termes échus et non payés en cas de décès du bénéficiaire. Ceci signifie qu'elle a dorénavant également droit au paiement du mois du décès même, tout comme le conjoint.

En outre, pour la procédure il n'est plus référé au registre de la population, mais à la résidence principale. Les mêmes modifications sont introduites dans le régime des pensions.

Article 22

L'article 22 insère un nouvel alinéa à l'article 34 qui exécute l'article 16, § 3 de la loi. Il dispose qu'il peut être renoncé à la récupération de paiements indus, pour autant que le montant dont il s'agit est inférieur à 12 000 F. Cette règle n'est évidemment pas applicable en cas de fraude, de dol ou actes abusifs de la part de l'intéressé et lorsqu'il y a encore des arrérages échus et non payés disponibles. Dans ce cas, on applique la compensation des dettes.

Ce montant de 12 000 F est lié à l'indice-pivot 110,43.

Dans le nouveau texte, c'est le Ministre qui renonce à la récupération.

Article 23

L'article 23 est une disposition transitoire qui détermine à quel indice-pivot sont liées les allocations dont le droit a pris cours avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Ceci est une dérogation à l'article 32, alinéa 2. La date d'entrée en vigueur est fixée au 1er juillet 1993 et l'indice-pivot est celui qui est d'application à cette date.

Article 24

Cet article réduit le texte de l'article 41 du présent arrêté à « Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1987 ».

A la suite du remplacement intégral de l'article 16 qui entre en vigueur le 1er juillet 1993 et comme l'article 25, § 2 et 4 était déjà entré en vigueur, les exceptions n'ont plus de raison d'être.

Article 25

L'article 25 fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté qui est fixée au 1er juillet 1993.

Article 26

L'article 26 enfin, comporte la formule traditionnelle de la mise en exécution.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
La Ministre de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, huitième chambre, saisi par la Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement, le 5 janvier 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration », a donné le 19 janvier 1993 l'avis suivant :

Observations générales

1. L'arrêté en projet apporte principalement un nombre de modifications à l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration. En outre, en

Om tegemoet te komen aan het bezwaar van de Raad van State werd bepaald dat het voorschot beperkt is tot het bedrag van de inkomensvervangende tegemoetkoming.

Artikel 20

Dit artikel voegt een tweede lid toe aan artikel 32 waardoor voor de uitvoering van het nieuw artikel 14, lid 2, van de wet de tegemoetkomingen gebonden zijn aan het spilindexcijfer van toepassing op de ingangsdatum van het recht op de tegemoetkoming. Na vaststelling van het recht, geschiedt de indexering op de toegekende bedragen.

Artikel 21

Dit artikel wijzigt artikel 33 in die zin dat voortaan ook de persoon met wie de gerechtigde een huishouden vormde wordt gelijkgesteld met de echtgenoot om aanspraak te kunnen maken op de vervallen en niet uitbetaalde termijnen bij overlijden van de gerechtigde. Dat betekent dat hij voortaan dus ook recht heeft op uitbetaling van de maand van het overlijden zelf net zoals de echtgenoot.

Verder wordt voor de procedure niet meer verwezen naar het bevolkingsregister maar wel naar de hoofdverblijfplaats. Dezelfde veranderingen werden doorgevoerd in de pensioenregeling.

Artikel 22

Artikel 22 voegt een nieuw lid toe aan artikel 34 van het besluit dat artikel 16, § 3 van de wet uitvoert. Het bepaalt dat van terugvordering van onverschuldigde betaling kan afgezien worden voor zover het bedrag lager is dan 12 000 F. Deze regel is uiteraard niet van toepassing bij bedrog, arglist of bedrieglijke handelingen vanwege betrokkene en als er nog vervallen en niet-uitbetaalde achterstallen voorhanden zijn. In dat geval wordt schuldvergelijking toegepast.

Dit bedrag van 12 000 F. wordt gekoppeld aan spilindexcijfer 110,43.

In de nieuwe tekst verzaakt de Minister aan de terugvordering.

Artikel 23

Artikel 23 is een overgangsbepaling die bepaalt aan welk spilindexcijfer de tegemoetkomingen zijn gebonden waarvan het recht inging vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit. Dit alles in afwijking van artikel 32, tweede lid. De datum van inwerkingtreding van dit besluit wordt vastgesteld op 1 juli 1993 en het spilindexcijfer is datgene dat op die datum van toepassing is.

Artikel 24

Dit artikel herleidt de tekst van artikel 41 van dit besluit tot « Dit besluit heeft uitwerking op 1 juli 1987 ».

Door de volledige vervanging van artikel 16 treedt het gewijzigd artikel 16 in werking op 1 juli 1993 en artikel 25, § 2 tot 4 waren al eerder in werking getreden zodat deze uitzonderingen geen reden van bestaan meer hebben.

Artikel 25

Artikel 25 bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit besluit die wordt vastgesteld op 1 juli 1993.

Artikel 26

Artikel 26 bevat tenslotte de traditionele formule van ten uitvoerlegging.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Maatschappelijke Integratie,
Mevr. L. ONKELINX

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, achtste kamer, op 5 januari 1993 door de Minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu verzocht haar van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming », heeft op 19 januari 1993 het volgende advies gegeven :

Algemene opmerkingen

1. Het ontwerp brengt in hoofdzaak een reeks wijzigingen aan in het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming. Het

son article 23, il met en vigueur cinq articles de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses.

Pour des motifs de technique législative, mieux vaudrait régler ces entrées en vigueur par un arrêté distinct. Au cas où cette suggestion ne serait pas retenue, il faudrait, de toute façon, inscrire, à l'article 1^{er} du projet, la disposition relative à cette mise en vigueur considérée. En effet, diverses modifications que la loi du 30 décembre 1992 a apportées à la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés procurent le fondement légal à des dispositions du projet.

2. Eu regard à la complexité de la plupart de ses dispositions, il est recommandé de faire précéder l'arrêté par un rapport au Roi, auquel le présent avis doit dans ce cas être annexé en application de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

3. Il apparaît de l'article 24 du projet que l'intention est de faire rétroagir un nombre de dispositions jusqu'au 1^{er} janvier 1993. Cette rétroactivité ne trouve aucun fondement légal dans la loi du 27 février 1987, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 30 décembre 1992, en sorte qu'il faut y renoncer, du moins soit dans la mesure où les dispositions considérées s'avèrent, par rapport à la réglementation en vigueur, moins favorables pour les intéressés, soit dans la mesure où, par leur nature, elles ne sont pas susceptibles de rétroagir. Il s'agit des articles 1^{er}, 1^o, 6, 8, 9 et 17.

En ce qui concerne l'article 5 du projet, un problème se pose à cet égard, dans la mesure où l'article 8, § 1^{er}, alinéa 4, nouveau, qui est inséré par cette disposition, comporte une règle totalement étrangère à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 4, existant. La nouvelle règle est plus favorable pour les intéressés et peut des lors rétroagir, sans problème, jusqu'au 1^{er} janvier 1993; cependant, la règle existante et le mode de calcul que le projet ne remplace qu'à compter du 1^{er} juillet 1993, forment un tout indissociable.

Observations particulières

Préambule

1. Il y aurait lieu de compléter et de remanier le premier alinéa du préambule comme suit :

« Vu la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, notamment les articles 6, § 2, 7, modifié par la loi du 30 décembre 1992, 8, § 1^{er}, alinéa 3, 9, modifié par la loi du 30 décembre 1992, 10, alinéa 4, 11, alinéa 1^{er}, 12, § 1^{er}, modifié par la loi du 22 décembre 1989, 13, modifié par la loi du 30 décembre 1992, 14, modifié par la loi du 30 décembre 1992, 15, modifié par la loi du 22 décembre 1989, et 16, § 3; ».

2. Si l'article 23 est maintenu (en tant qu'article 1^{er}, ainsi qu'il est recommandé subsidiairement dans la première observation générale), il faut faire référence, dans un deuxième alinéa du préambule, à l'article 53 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses.

3. Dans la référence à l'arrêté royal du 6 juillet 1987, l'énumération des articles peut être omise. Il faut cependant faire mention de tous les arrêtés modificatifs encore en vigueur, à savoir les arrêtés royaux des 5 mars 1990, 20 novembre 1990, 16 septembre 1991 et 8 janvier 1992.

4. Par ailleurs, il y aurait lieu de faire référence à l'accord du Ministre du Budget et d'indiquer la date de cet accord.

Article 1^{er}

1. Il importe de faire état, dans la phrase liminaire, des arrêtés modificatifs des 5 mars 1990 et 20 novembre 1990.

2. Il conviendrait d'écrire au 2^o : « l'alinéa 5 est abrogé ».

Article 3

Il y aurait lieu de préciser le nouveau texte de l'article 6 de la manière suivante :

« ... selon que le bénéficiaire a respectivement une ou plusieurs personnes à charge, est isolé ou cohabitant ».

Article 4

1. Par souci d'uniformité dans la terminologie, il conviendrait de remplacer, au § 1^{er}, alinéa 2, et au § 2, les mots « le handicapé » et « la personne handicapée » par les mots « le bénéficiaire ».

2. Dans cet article également, on écrira chaque fois « bénéficiaire ayant une ou plusieurs personnes à charge ».

3. Il est recommandé de transférer, au § 2, la prescription inscrite au § 3, alinéa 2, et de prévoir dès lors, dans ce § 2, que le revenu exempté provenant d'un travail effectif est conforme au revenu minimum mensuel moyen sur base annuelle, visé par la convention collective de travail n^o 43 du 2 mai 1988, rendue obligatoire par

stelt tevens, met zijn artikel 23, vijf artikelen van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen in werking.

Om redenen van wetgevingstechnische aard is het beter die inwerkingtredingen bij een afzonderlijk besluit te regelen. Mocht op deze suggestie niet worden ingegaan, dan dient men alleszins de bewuste inwerkingstellingsbepaling als artikel 1 in het ontwerp op te nemen. Verscheidene wijzigingen welke door de wet van 30 december 1992 werden aangebracht in de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, vormen immers de rechtsgrond voor bepalingen van het ontwerp.

2. Gelet op het ingewikkelde karakter van de meeste van zijn bepalingen, verdient het aanbeveling het besluit te laten voorafgaan door een verslag aan de Koning, waaraan dan, met toepassing van artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, dit advies dient te worden gechecht.

3. Blijkens artikel 24 van het ontwerp is het de bedoeling een aantal bepalingen te doen terugwerken tot 1 januari 1993. Die retroactiviteit vindt geen rechtsgrond in de wet van 27 februari 1987, zoals gewijzigd door de wet van 30 december 1992, zodat daarvan moet worden afgezien, althans in de mate dat de bewuste bepalingen, afgezet tegen de geldende regeling, minder gunstig kunnen uitvallen voor de betrokkenen dan wel dat ze uit hun aard niet voor terugwerking in aanmerking komen. Het betreft de artikelen 1, 1^o, 6, 8, 9 en 17.

Wat artikel 5 van het ontwerp betreft, rijst er ter zake een moeilijkheid, daar het nieuwe artikel 8, § 1, vierde lid, dat door die bepaling wordt ingevoerd een regeling bevat die volledig vreemd is aan het bestaande artikel 8, § 1, vierde lid. De nieuwe regeling is gunstiger voor de betrokkenen en kan derhalve zonder bezwaar terugwerken tot 1 januari 1993; de bestaande regeling vormt echter een onlosmakelijk geheel met de wijze van berekening die door het ontwerp pas met ingang van 1 juli 1993 wordt vervangen.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. De eerste aanhefverwijzing dient te worden aangevuld en gecorrigeerd als volgt :

« Gelet op de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, inzonderheid op de artikelen 6, § 2, 7, gewijzigd bij de wet van 30 december 1992, 8, § 1, derde lid, 9, gewijzigd bij de wet van 30 december 1992, 10, vierde lid, 11, eerste lid, 12, § 1, gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, 13, gewijzigd bij de wet van 30 december 1992, 14, gewijzigd bij de wet van 30 december 1992, 15, gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, en 16, § 3; ».

2. Indien artikel 23 wordt behouden (als artikel 1, zoals in ondergeschikte orde in de eerste algemene opmerking wordt aanbevolen), dient in een tweede lid van de aanhef te worden verwezen naar artikel 53 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen.

3. In de verwijzing naar het koninklijk besluit van 6 juli 1987 kan de opsomming van de artikelen vervallen. Wel moeten dan al de nog geldende wijzigende besluiten worden vermeld, te weten de koninklijke besluiten van 5 maart 1990, 20 november 1990, 16 september 1991 en 8 januari 1992.

4. Tevens moet worden verwezen naar het akkoord van de Minister van Begroting, met vermelding van de datum van dat akkoord.

Artikel 1

1. In de inleidende zin moet melding worden gemaakt van de wijzigingsbesluiten van 5 maart 1990 en 20 november 1990.

2. In 2^o schrijve men : « het vijfde lid wordt opgeheven ».

Artikel 3

Men precisere de nieuwe tekst van artikel 6 aldus :

« ... naargelang de gerechtigde respectievelijk een of meer personen ten laste heeft, alleenstaande dan wel samenwonende is ».

Artikel 4

1. Met het oog op de eenheid in terminologie, vervange men in § 1, tweede lid, en in § 2, « gehandicapte » door « gerechtigde ».

2. Ook in dit artikel schrijve men telkens « gerechtigde met een of meer personen ten laste ».

3. Het verdient aanbeveling het voorschrift van § 3, tweede lid, naar § 2 over te brengen en in die paragraaf dan te bepalen dat het vrijgesteld inkomen uit werkelijk gepresteerde arbeid overeenstemt met het gemiddeld minimum maandinkomen op jaarbasis, bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, alge-

l'arrêté royal du 29 juillet 1988. En effet, la mention du montant de F 484 080 n'a qu'une valeur indicative et est, du reste, déjà dépassée à l'heure actuelle.

Article 5

1. Il conviendrait d'écrire dans la phrase liminaire : L'article 8, § 1^{er}, alinéa 4, du même arrêté ... ».

2. La fin du nouveau texte de l'article 8, § 1^{er}, alinéa 4, doit être rédigée comme suit : « ... une formation, réadaptation ou rééducation professionnelles reconnues par l'Etat ou par une Communauté ». Les Régions n'ont en effet aucune compétence dans le domaine de la formation, de la réadaptation ou de la rééducation professionnelles.

Article 6

A l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, nouveau, du texte néerlandais, on écrira :

« Wanneer, in geval van herziening van ambtswege, de inkomsten van het kalenderjaar ... ».

Dans la suite du texte néerlandais de cet alinéa 2 ainsi que dans les autres articles du projet, en écrira de même chaque fois « herziening van ambtswege ».

Article 7

Il y aurait lieu d'écrire, dans la phrase liminaire : « L'article 10, alinéa 3, du même arrêté, ... ».

Au surplus, il conviendrait de supprimer, dans le nouveau texte de cet alinéa 3, la mention « Art. 10 ».

Article 8

Il conviendrait de rédiger la phrase liminaire de la manière suivante :

« Dans l'article 13 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 1991, l'alinéa 4 est remplacé par les deux alinéas suivants : ».

Article 9

Mieux vaudrait formuler cette disposition comme suit :

« Dans l'article 14 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 1991, les mots « sous pli fermé » sont insérés, à l'alinéa 1^{er}, après les mots « le certificat médical nécessaire » ».

Article 10

1. Dans l'article 16, alinéa 3, nouveau, il conviendrait d'écrire : « ... ainsi qu'au médecin et à l'équipe multidisciplinaire qu'il a désignés, en vue d'une application ... ».

2. Le remplacement intégral de l'article 16 justifie la suppression, à l'article 41 de l'arrêté royal du 6 juillet 1987, de la disposition aux termes de laquelle l'article 16, alinéa 2, entre en vigueur à une date à fixer par le Roi.

Article 11

L'intention des auteurs du projet, qui consiste, entre autres, à ne pas limiter l'expertise à ses seuls aspects médicaux, ressortirait mieux si l'alinéa 6 de l'article 17 de l'arrêté royal du 6 juillet 1987 était remplacé par la disposition suivante :

« Si l'intéressé est incapable de se déplacer, l'expertise est réalisée sur place ».

Article 13

1. Dans le texte français de l'article 23, § 1^{er}, nouveau, on écrira : « La révision sur demande sortit ses effets ... ».

2. Le § 2, 1^o, gagnerait à être rédigé de la manière suivante : « § 2. La révision d'office sortit ses effets :

1^o le premier jour du mois sui suit celui au cours duquel le bénéficiaire se trouve dans l'une des situations suivantes : ».

3. Toujours au § 2, 1^o, on remplacera, dans l'énumération, les tirets par a), b), c), etc.

4. Dans le texte précédé du troisième tiret du § 2, 1^o, il y aurait lieu d'écrire : « ... au sens de l'article 10, alinéa 3 ».

5. En ce qui concerne le cas visé par le texte précédé du septième tiret du § 2, 1^o, le fonctionnaire délégué a précisé que, si le bénéficiaire fait néanmoins une déclaration au sens de l'article 8, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi, la révision ne prendra cours que six mois plus tard. Cette précision doit être inscrite dans le texte.

Par ailleurs, il n'apparaît pas clairement comment sera déterminé que l'augmentation a atteint 20 p.c. ni, spécialement, quelle est la période de référence dont l'allocation servira à fixer le pourcentage de l'augmentation.

Sur ces points également, il y a lieu de préciser le projet.

Ces observations valent également en ce qui concerne le § 2, 2^o.

meen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 29 juli 1988. Immers, de vermelding van het bedrag van F 484 080 heeft slechts een indicatieve waarde en is op dit ogenblik overigens reeds voorbijgestreefd.

Artikel 5

1. Men schrijve in de inleidende zin : « Artikel 8, § 1, vierde lid, van hetzelfde besluit ... ».

2. De nieuwe tekst van artikel 8, § 1, vierde lid, dient aldus te eindigen : « ... beroepsopleiding, -omscholing of -herscholing volgt die erkend is door de Staat of door een Gemeenschap ». De Gewesten hebben immers geen bevoegdheid op het stuk van beroepsopleiding, -omscholing of -herscholing.

Artikel 6

In het nieuwe artikel 9, § 1, tweede lid, Nederlandse tekst, schrijve men :

« Wanneer, in geval van herziening van ambtswege, de inkomsten van het kalenderjaar ... ».

Ook verder in de tekst van dat tweede lid en in de andere artikelen van het ontwerp schrijve men telkens « herziening van ambtswege ».

Artikel 7

Men schrijve in de inleidende zin : « Artikel 10, derde lid, van hetzelfde besluit, ... ».

Voorts schrappie men in de nieuwe tekst van dat derde lid de vermelding « Art. 10 ».

Artikel 8

Men redigere de inleidende zin aldus :

« In artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 1991, wordt het vierde lid vervangen door de volgende twee leden : ».

Artikel 9

Men stelle deze bepaling beter als volgt :

« In artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 1991, worden in het eerste lid de woorden « onder gesloten omslag » ingevoegd na de woorden « het vereiste geneeskundig getuigschrift » ».

Artikel 10

1. In het nieuwe artikel 16, derde lid, schrijve men : « ... evenals aan de geneesheer en het multidisciplinair team die door hem werden aangewezen, instructies geven ... ».

2. De volledige vervanging van artikel 16 noopt ertoe in artikel 41 van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 de bepaling luidens welke artikel 16, tweede lid, uitwerking heeft op een door de Koning vast te stellen datum, te schrappen.

Artikel 11

De bedoeling van de stellers van het ontwerp, met name het onderzoek niet tot de louter medische aspecten te beperken, zou beter tot uiting komen, door het zesde lid van artikel 17 van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 te vervangen als volgt :

« Indien de belanghebbende in de onmogelijkheid verkeert zich te verplaatsen, wordt het onderzoek ter plaatse verricht ».

Artikel 13

1. In de Franse tekst van het nieuwe artikel 23, § 1, schrijve men : « La révision sur demande sortit ses effets ... ».

2. § 2, 1^o, zou beter als volgt worden gesteld :

« 1^o de eerste dag van de maand na die in de loop waarvan de gerechtigde zich in één of meer van de volgende situaties bevindt : ».

3. Nog in § 2, 1^o, vervange men in de opsomming de streepjes door a), b), c), enz.

4. In de tekst na het derde streepje van § 2, 1^o, schrijve men : « ... in de zin van artikel 10, derde lid ».

5. Met betrekking tot het geval bedoeld in de tekst na het zevende streepje van § 2, 1^o, heeft de gemachtigde ambtenaar meegedeeld dat indien de gerechtigde wel een verklaring doet in de zin van artikel 8, § 2, eerste lid, van de wet, de herziening pas zes maanden later zal ingaan. Deze precisering moet in de tekst worden aangebracht.

Voorts is niet duidelijk hoe zal worden uitgemaakt dat de verhoging 20 pct. bereikt heeft en, meer bepaald, welke de referentieperiode is waarvan de uitkering zal worden in aanmerking genomen om de procentuele omvang van de verhoging te bepalen.

Ook op deze punten dient het ontwerp te worden verduidelijkt.

Deze opmerkingen gelden eveneens met betrekking tot § 2, 2^o.

6. Il conviendrait de rédiger le § 2, 3^o, comme suit :

« 3^o le premier jour du mois qui suit la déclaration ou la constatation de nouveaux éléments, autres que ceux visés aux 1^o et 2^o, qui peuvent entraîner une diminution ou une suppression du droit à l'allocation ou une suspension du paiement de celle-ci ».

7. Eu égard à la modification apportée, par l'article 12 du projet, à l'article 21 de l'arrêté du 6 juillet 1987, il y aurait lieu d'écrire au § 3, alinéa 1^{er} : « Les révisions effectuées en application de l'article 21, alinéa 1^{er}, 3^o ou 4^o, sortissent leurs effets ... ».

8. Selon le délégué, la portée de l'alinéa 2 du § 3 en projet ne se limite pas à ce paragraphe, mais concerne l'ensemble de l'article. Il faudrait, dès lors, faire figurer ce texte dans un § 4 distinct.

Article 14

Il y aurait lieu de compléter la phrase liminaire de la manière suivante :

« L'article 25, § 1^{er}, alinéa 2, f), du même arrêté ... ».

Par ailleurs, on écrira : « ... en application de l'article 488 bis, b, § 1^{er}, du Code civil ».

Article 16

L'article 27 bis en projet est une modalité d'exécution nécessaire à l'application du nouvel alinéa 2 qui fut inséré, par la loi du 30 décembre 1992, dans l'article 14 de la loi du 27 février 1987. Le texte serait toutefois mieux à sa place, sous la forme d'un second alinéa, à l'article 32 de l'arrêté royal du 6 juillet 1987.

Article 18

1. Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'article 30, nouveau, il conviendrait d'écrire, dans la version néerlandaise : « ... of de herziening van ambtswege plaatsheeft ».

2. Le § 2 en projet comporte une nouvelle règle relative à la conversion en rente d'un capital liquidé ; cette règle a été empruntée à la législation sur les accidents du travail, ce qui explique sans doute pourquoi il est fait état, à la fin de la phrase introductive, de « la date de l'accident ». Dès lors que d'autres faits encore peuvent toutefois conduire à la liquidation d'un capital, il est suggéré de remplacer le texte qui précède par « la date du fait qui a donné lieu à la liquidation ».

Article 19

1. Il faut rédiger comme suit le début de l'alinéa 1^{er} de l'article 31, nouveau : « Art. 31. En cas d'application ... ».

2. A l'alinéa 2, il conviendrait de préciser : « ... le Service des allocations aux handicapés du Ministère de la Prévoyance sociale ... ».

3. L'alinéa 3 de l'article 31 actuellement en vigueur, en vertu duquel le montant de l'avance s'élève au maximum au montant de l'allocation de remplacement, compte tenu des éléments déjà établis dans le dossier, ne se retrouve pas dans la nouvelle version de cet article. De ce fait, il n'est plus pourvu à l'exécution d'une prescription de l'article 13, § 2, de la loi, selon lequel « le Roi détermine ... jusqu'à concurrence de quel montant ces avances peuvent être accordées ».

Article 20

1. Dans la phrase liminaire du 1^o, il y a lieu d'écrire dans le texte français : « l'alinéa 1^{er} ... ». Dans le nouveau texte, il conviendrait de supprimer la mention « Art. 33 ».

2. Il conviendrait de modifier le 2^o du texte français comme suit : « 2^o dans l'alinéa 2, les mots « visé à l'alinéa premier » sont remplacés par les mots « ou de la personne visés à l'alinéa 1^{er} » ».

3. Il y aurait lieu de remanier la première phrase de l'alinéa 5, nouveau, de la manière suivante :

« La demande datée et signée est introduite sur un formulaire dont le modèle est établi par le Service des allocations aux handicapés du Ministère de la Prévoyance sociale ».

4. Au 4^o, on écrira « dans l'alinéa 7 » au lieu de « dans le dernier alinéa ».

Article 21

1. L'article 34 de l'arrêté royal du 6 juillet 1987 étant déjà relatif à la non-récupération d'allocations payées indûment, il est préférable d'insérer le texte de l'article 34 bis en projet dans l'article cité en premier lieu.

2. Selon l'article 16, § 3, de la loi du 27 février 1987, c'est le Ministre qui doit prendre toute décision renonçant à la récupération de paiements indus. Il importe de compléter le texte en projet sur ce point.

6. § 2, 3^o, stelle men aldus :

« 3^o de eerste dag van de maand die volgt op de aangifte of de vaststelling van nieuwe gegevens, anders dan die bedoeld in 1^o en 2^o, die het recht op tegemoetkoming kunnen doen verminderen of wegvallen of de betaling ervan opschorten ».

7. Gelet op de met artikel 12 van het ontwerp aangebrachte wijziging in artikel 21 van het besluit van 6 juli 1987, schrijve men in § 3, eerste lid : « De herzieningen met toepassing van artikel 21, eerste lid, 3^o of 4^o, ... ».

8. De draagwijdte van het tweede lid van de ontworpen § 3 is naar het zeggen van de gemachtigde niet beperkt tot die paragraaf, maar betreft het gehele artikel. Die tekst moet derhalve in een afzonderlijke § 4 worden ondergebracht.

Artikel 14

Men vulle de inleidende zin aan als volgt :

« Artikel 25, § 1, tweede lid, f), van hetzelfde besluit ... ».

Voorts schrijve men : « ... met toepassing van artikel 488 bis, b, § 1, van het Burgerlijk Wetboek ».

Artikel 16

Het ontworpen artikel 27 bis is een uitvoeringsbepaling die noodzakelijk is voor de toepassing van het nieuwe tweede lid dat in artikel 14 van de wet van 27 februari 1987 werd ingevoegd bij de wet van 30 december 1992. De tekst is evenwel beter op zijn plaats als een tweede lid van artikel 32 van het koninklijk besluit van 6 juli 1987.

Artikel 18

1. In § 1, eerste lid, van het nieuwe artikel 30, Nederlandse tekst, schrijve men : « ... of de herziening van ambtswege plaatsheeft ».

2. De ontworpen § 2 bevat een nieuwe regeling voor de omzetting in rente van een uitgekeerd kapitaal : ze werd ontleend aan de arbeidsongevallenwetgeving, hetgeen allicht verklaart waarom aan het einde van de inleidende zin sprake is van « de datum van het ongeval ». Aangezien evenwel nog andere feiten aanleiding kunnen geven tot de uitkering van een kapitaal, wordt in overweging gegeven vorenstaande passus te vervangen door « de datum van het feit dat aanleiding heeft gegeven tot de uitkering ».

Artikel 19

1. Het eerste lid van het nieuwe artikel 31 dient aldus aan te vangen : « Art. 31. In geval van toepassing ... ».

2. In het tweede lid precisere men : « ... de Dienst voor tegemoetkomingen aan gehandicapten van het Ministerie van Sociale Voorzorg ... ».

3. Het derde lid van het thans geldende artikel 31, krachtens hetwelk het bedrag van het voorschot hoogstens het bedrag van de inkomensvervangende tegemoetkoming belooft, rekening houdend met de reeds vaststaande gegevens van het dossier, wordt niet hernoemen in de nieuwe versie van dat artikel. Daardoor wordt niet langer uitvoering gegeven aan een voorschrift van artikel 13, § 2, van de wet, luidens hetwelk « de Koning bepaalt ... tot welk bedrag die voorschotten kunnen worden verleend ».

Artikel 20

1. In de Franse tekst van 1^o dient in de inleidende zin « l'alinéa 1^{er} » te worden geschreven. In de nieuwe tekst schrappen men de vermelding « Art. 33 ».

2. Men wijzige de Franse tekst onder 2^o als volgt :

« 2^o dans l'alinéa 2, les mots « visé à l'alinéa premier » sont remplacés par les mots « ou de la personne visés à l'alinéa 1^{er} » ».

3. Men corrige de eerste volzin van het nieuwe vijfde lid als volgt :

« De gedagtekende en ondertekende aanvraag wordt ingediend door middel van een formulier waarvan het model wordt vastgesteld door de Dienst voor tegemoetkomingen aan gehandicapten van het Ministerie van Sociale Voorzorg ».

4. In 4^o schrijve men « zevende lid » in plaats van « laatste lid ».

Artikel 21

1. Aangezien artikel 34 van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 reeds betrekking heeft op het niet-terugvorderen van onverschuldigd uitbetaalde tegemoetkomingen, wordt de tekst van het ontworpen artikel 34 bis beter in eerstgenoemd artikel ingevoegd.

2. Blijkens artikel 16, § 3, van de wet van 27 februari 1987 dient elke beslissing waarbij wordt afgezien van de terugvordering van onverschuldigde betalingen, te worden genomen door de Minister. De ontworpen tekst moet op dit punt worden vervolledigd.

3. L'une des conditions de la non-récupération des paiements indus, visés par le projet, consiste en ce « que des arriérés échus et non encore payés d'allocations aux handicapés ne soient pas disponibles ». Si l'intention est d'appliquer en pareil cas une compensation de dettes, il y a lieu de l'indiquer de manière explicite.

Article 22

Cet article comporte une disposition transitoire relative aux allocations dont le droit a pris cours avant la date d'entrée en vigueur de l'article 51 de la loi du 30 décembre 1992 (article 14, alinéa 2, nouveau, de la loi du 27 février 1987) et de l'article 27bis de l'arrêté, qui est inséré par l'article 16 du présent projet, à savoir le 1^{er} juillet 1993.

Il faut indiquer cette date ainsi que l'indice-pivot.

Par ailleurs, il est recommandé d'inscrire cette disposition transitoire, sous la forme d'un second alinéa, dans l'article 27bis, nouveau, de l'arrêté du 6 juillet 1987 ou, si la suggestion formulée ci-dessus à propos de l'article 16 est retenue, dans l'article 32, qui doit, dans ce cas, être restructuré en conséquence.

Article 23

1. En ce qui concerne la place de cet article, l'on voudra bien se reporter à la première observation générale.

2. La disposition transitoire inscrite à l'article 52 (et non : 53) de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses ne peut être dotée d'effet rétroactif, non seulement parce que la loi ne comporte aucune habilitation explicite à cette fin, mais encore parce qu'un tel effet rétroactif est incompatible avec la séparation des fonctions législative et judiciaire qui caractérise notre système politique, dans la mesure où il s'ensuivrait une ingérence dans des instances en cours.

3. Il faut supprimer les mentions figurant entre parenthèses et indiquer l'intitulé complet de la loi du 30 décembre 1992. Par ailleurs, il conviendrait d'écrire « les articles 48, 50 et 51 » et non « les articles 49, 51 et 52 ».

Article 24

1. L'entrée en vigueur de l'article 2 du projet, qui abroge l'article 5bis de l'arrêté du 6 juillet 1987, est liée à celle de l'article 50 de la loi du 30 décembre 1992, qui, en vertu de l'article 23 du projet, est fixée au 1^{er} juillet 1993. Par conséquent, l'article 2 doit également entrer en vigueur le 1^{er} juillet 1993.

2. Dans la mesure où l'intention est de conférer un effet rétroactif à l'arrêté, il faut écrire : « produit ses effets (non : entre en vigueur) le 1^{er} janvier 1993 ».

La chambre était composée de :

M. J. Nimmegeers, président de chambre;

MM. :

W. Deroover;

J. Vermeire, conseillers d'Etat;

J. Gijssels;

A. Alen, assesseurs de la section de législation;

Mme F. Lievens, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Vermeire.

Le rapport a été présenté par M. W. Van Vaerenbergh, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. G. Van Haegendoren, référendaire adjoint.

Le greffier,
F. Lievens.

Le président,
J. Nimmegeers.

14 AVRIL 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, notamment les articles 6, § 2, 7, modifié par la loi du 30 décembre 1992, 8, § 1^{er}, alinéa 3, 9, modifié par la loi du 30 décembre

3. Een van de voorwaarden tot het niet-terugvordereen van de in het ontwerp bedoelde onverschuldigde betalingen is « dat er geen vervallen en nog niet uitbetaalde achterstallen van tegemoetkomingen aan gehandicapten voorhanden zijn ». Mocht het in de bedoeling liggen in zulk geval schuldvergelijking toe te passen, dan moet dit uitdrukkelijk worden bepaald.

Artikel 22

Dit artikel bevat een overgangsbepaling met betrekking tot de tegemoetkomingen waarvan het recht is ingegaan vóór de datum van inwerkingtreding van artikel 51 van de wet van 30 december 1992 (nieuw artikel 14, tweede lid, van de wet van 27 februari 1987) en van artikel 27bis van het besluit, dat met artikel 16 van dit ontwerp wordt ingevoegd, te weten 1 juli 1993.

Die datum alsmede het spilindexcijfer moeten worden ingevuld.

Voorts verdient het aanbeveling deze overgangsbepaling als een tweede lid in het nieuwe artikel 27bis van het besluit van 6 juli 1987 in te schrijven of, indien wordt ingegaan op de hierboven bij artikel 16 gedane suggestie, in artikel 32, dat dan wel dienovereenkomstig moet worden herstructureerd.

Artikel 23

1. Wat de plaats van dit artikel betreft, mag worden verwezen naar de eerste algemene opmerking.

2. Aan de in artikel 52 (en niet : 53) van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen opgenomen overgangsbepaling kan geen terugwerkende kracht worden verleend, niet alleen omdat daartoe in de wet geen uitdrukkelijke opdracht is te vinden, maar ook omdat een dergelijke terugwerking niet bestaanbaar is met de in ons staatsbestel geldende scheiding van de wetgevende en de rechtsprekende functies in de mate dat op die manier zou worden ingegrepen in hangende rechtsgedingen.

3. De vermeldingen tussen haakjes moeten worden geschrapt en het volledige opschrift van de wet van 30 december 1992 moet worden ingevuld. Voorts schrijve men « de artikelen 48, 50 en 51 » in plaats van « de artikelen 49, 51 en 52 ».

Artikel 24

1. De inwerkingtreding van artikel 2 van het ontwerp, waarbij artikel 5bis van het besluit van 6 juli 1987 wordt opgeheven, hangt samen met de inwerkingtreding van artikel 50 van de wet van 30 december 1992, die blijkens artikel 23 van het ontwerp op 1 juli 1993 is bepaald. Dienvolgens dient artikel 2 eveneens op 1 juli 1993 in werking te treden.

2. In de mate dat men aan het besluit terugwerkende kracht wil verlenen, dient men te schrijven : « heeft uitwerking (niet : treedt in werking) op 1 januari 1993 ».

De kamer was samengesteld uit :

de heer J. Nimmegeers, kamervoorzitter;

De heren :

W. Deroover;

J. Vermeire, staatsraden;

J. Gijssels;

A. Alen, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. F. Lievens, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. Vermeire.

Het verslag werd uitgebracht door de heer W. Van Vaerenbergh, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer G. Van Haegendoren, adjunct-referendaris.

De griffier,
F. Lievens.

De voorzitter,
J. Nimmegeers.

[C — 22238]

14 APRIL 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, inzonderheid op de artikelen 6, § 2, 7, gewijzigd bij de wet van 30 december 1992, 8, § 1, derde lid, 9, gewijzigd

bre 1992, 10, alinéa 4, 11, alinéa 1er, 12, § 1er, modifié par la loi du 22 décembre 1989, 13, modifié par la loi du 30 décembre 1992, 14, modifié par la loi du 30 décembre 1992, 15, modifié par la loi du 22 décembre 1989, et 16, § 3;

Vu la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, notamment l'article 53;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration, modifié par les arrêtés royaux du 5 mars 1990, 20 novembre 1990, 16 septembre 1991, 7 décembre 1992 et 8 janvier 1992;

Vu l'avis du Conseil supérieur national des handicapés, donné le 22 décembre 1992;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 janvier 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intégration sociale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les articles 47, 48 et 50 à 53 de la loi du 30 décembre 1992 portant dispositions sociales et diverses entrent en vigueur le 1er juillet 1993.

Art. 2. A l'article 4 de l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration, modifié par les arrêtés royaux du 5 mars 1990 et 20 novembre 1990, sont apportés les modifications suivantes:

1° l'alinéa 3, b), est remplacé par la disposition suivante :

« b) enfant à charge : l'enfant de moins de 25 ans pour lequel le bénéficiaire perçoit des allocations familiales. »;

2° l'alinéa 5 est abrogé.

Art. 3. L'article 5bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 5 mars 1990, est abrogé.

Art. 4. L'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 5 mars 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Les plafonds visés à l'article 7, § 1er, de la loi s'élèvent, pour l'allocation de remplacement de revenus, à 12 500 F, 10 000 F ou 6 250 F par an selon que le bénéficiaire a respectivement une ou plusieurs personnes à charge, est isolé ou cohabitant. »

Art. 5. Un article 6bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 6bis. § 1er. Les plafonds visés à l'article 7, § 1er, de la loi s'élèvent, pour l'allocation d'intégration, à :

1° 299 669 F par an pour un bénéficiaire ayant des personnes à charge;

2° 224 750 F par an pour un bénéficiaire isolé;

3° 149 847 F par an pour un bénéficiaire cohabitant.

Les montants visés à l'alinéa 1er, 1, 2 et 3, sont liés à l'indice 110,43 des prix à la consommation. Ils sont augmentés d'un montant fixe de 12 500 F, 10 000 F et 6 250 F par an, respectivement pour le bénéficiaire ayant une ou plusieurs personnes à charge, le bénéficiaire isolé et le bénéficiaire cohabitant.

§ 2. Toutefois, si la personne handicapée y trouve intérêt, le montant de l'allocation d'intégration est diminué de la partie du revenu provenant d'un travail effectivement presté par le handicapé, qui excède le montant du revenu minimum mensuel moyen multiplié par 12, visé par la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 29 juillet 1988. Dans ce cas le montant de l'allocation d'intégration est également diminué de l'ensemble des autres parties constituantes du revenu visé à l'article 8.

§ 3. Pour la détermination du droit à l'allocation d'intégration, sont pris en considération les montants visés aux §§ 1 et 2 qui sont en vigueur au premier jour du mois qui suit la date d'introduction de la demande ou de la révision d'office.»

Art. 6. L'article 8, § 1er, alinéa 4, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Pour la détermination du revenu, il n'est pas tenu compte des compléments de rémunérations et d'allocations perçus par le handicapé qui suit une formation, réadaptation ou rééducation professionnelles à charge des pouvoirs publics, d'un service public ou d'un organisme de sécurité sociale. »

zigt bij de wet van 30 december 1992, 10, vierde lid, 11, eerste lid, 12, § 1, gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, 13, gewijzigd bij de wet van 30 december 1992, 14, gewijzigd bij de wet van 30 december 1992, 15, gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, en 16, § 3;

Gelet op de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, inzonderheid op artikel 53;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 maart 1990, 20 november 1990, 16 september 1991, 7 december 1992 en 8 januari 1992;

Gelet op het advies van de Nationale Hoge Raad voor gehandicapten, gegeven op 22 december 1992;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 januari 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Maatschappelijke Integratie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De artikelen 47, 48 en 50 tot 53 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen treden in werking op 1 juli 1993.

Art. 2. In artikel 4 van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 maart 1990 en 20 november 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het derde lid, b), wordt vervangen door de volgende bepaling:

« b) kind ten laste : het kind van minder dan 25 jaar voor wie de gerechtigde kinderbijslag ontvangt. »;

2° het vijfde lid wordt opgeheven.

Art. 3. Artikel 5bis van hetzelfde besluit, ingevoegd door het koninklijk besluit van 5 maart 1990, wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 5 maart 1990, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 6. De grenzen beoogd in artikel 7, § 1, van de wet worden, voor de inkomensvervangende tegemoetkoming, vastgesteld op 12 500 F, 10 000 F of 6 250 F per jaar, naargelang de gerechtigde respectievelijk een of meer personen ten laste heeft, alleenstaande dan wel samenwonende is. »

Art. 5. Een artikel 6bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd:

« Art. 6bis. § 1. De grenzen beoogd in artikel 7, § 1, van de wet, worden, voor de integratietegemoetkoming, vastgesteld op:

1° 299 669 F per jaar voor een gerechtigde met personen ten laste;

2° 224 750 F per jaar voor een alleenstaande gerechtigde;

3° 149 847 F per jaar voor een samenwonende gerechtigde.

De bedragen bedoeld in het eerste lid, 1, 2 en 3, worden gekoppeld aan het indexcijfer 110,43 der consumptieprijzen. Zij worden verhoogd met een vast bedrag van 12 500 F, 10 000 F en 6 250 F 's jaars voor, respectievelijk de gerechtigde met een of meer personen ten laste, de alleenstaande gerechtigde en de samenwonende gerechtigde.

§ 2. Indien de gehandicapte er evenwel voordeel bij heeft, wordt het bedrag van de integratietegemoetkoming verminderd met het gedeelte van het inkomen voortkomend uit werkelijk door de gehandicapte gepresteerde arbeid, dat het bedrag overschrijdt van het gemiddeld minimum maandinkomen maal twaalf, bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 29 juli 1988. In dit geval wordt het bedrag van de integratietegemoetkoming eveneens verminderd met het geheel van alle andere bestanddelen van het inkomen bedoeld in artikel 8.

§ 3. Voor het bepalen van het recht op de integratietegemoetkoming, worden de bedragen beoogd in § 1 en 2 in aanmerking genomen die van kracht zijn op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van de indiening van de aanvraag of van de ambtshalve herziening.»

Art. 6. Artikel 8, § 1, vierde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Voor het bepalen van het inkomen, wordt geen rekening gehouden met de aanvulling op het loon en de uitkeringen door de gehandicapte ontvangen die een beroepsopleiding, omscholing of herscholing volgt die ten laste is van de overheid, een openbare dienst of een sociale zekerheidsinstelling. »

Art. 7. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. § 1. Lorsque les revenus de l'année civile qui précède l'année au cours de laquelle la demande est introduite ont diminué ou augmenté de 20 % au moins par rapport aux revenus de la deuxième année précédant l'année au cours de laquelle la demande est introduite, il est tenu compte des revenus de l'année civile qui précède l'année au cours de laquelle la demande est introduite.

En cas de révision d'office, lorsque les revenus de l'année civile qui précède la date de la révision d'office ont diminué ou augmenté de 20 % au moins par rapport aux revenus de la deuxième année civile précédant la date de la révision d'office, il est tenu compte des revenus de l'année civile qui précède la date de la révision d'office.

§ 2. Lorsque les données en matière d'état civil, de composition de la famille ou de cohabitation qui ont servi de base pour la fixation du montant du revenu figurant sur l'avertissement-extrait de rôle, sont modifiées, il est tenu compte de la nouvelle situation. »

Art. 8. L'article 10, alinéa 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 5 mars 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'application des articles 4, 6, 6bis, 8 et 9, il n'est tenu compte de la séparation de fait des conjoints ou de la fin de la cohabitation des personnes qui sont établies en ménage, que pour autant que ces situations durent depuis un an au moins. »

Art. 9. Dans l'article 13 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 1991, l'alinéa 4 est remplacé par les deux alinéas suivants :

« Le demandeur est tenu de faire remplir et signer la formule de certificat médical par un médecin choisi par lui et de la faire parvenir en retour sous pli fermé au bourgmestre.

La formule de certificat médical, ainsi que le cas échéant la formule de déclaration de revenus, sont remises au bourgmestre dans un délai de trente jours à compter de la date de la remise par celui-ci. »

Art. 10. Dans l'article 14 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 1991, les mots « sous pli fermé » sont insérés, à l'alinéa 1er, après les mots « le certificat médical nécessaire ».

Art. 11. L'article 16, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. Les expertises en vue de l'établissement de la réduction de capacité de gain ou du manque ou de la réduction d'autonomie sont effectuées par un médecin du Service médical du Ministère de la Prévoyance sociale ou du Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité ou par un médecin ou une équipe multidisciplinaire désignés à cet effet par le Ministre.

Le Service médical du Ministère de la Prévoyance sociale est chargé de la surveillance des activités du Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité et du médecin et de l'équipe multidisciplinaire désignés par le Ministre en ce qui concerne les examens effectués par eux dans le cadre de la loi relative aux allocations aux handicapés.

Le Ministre peut donner des instructions au Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité ainsi qu'au médecin et à l'équipe multidisciplinaire qu'il a désignés, en vue d'une application uniforme de la loi et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 12. Dans l'article 17 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Service médical du Ministère de la Prévoyance sociale, le Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, le médecin ou l'équipe multidisciplinaire désignés par le Ministre réclame au demandeur les certificats jugés nécessaires. »

2° dans l'alinéa 5, le mot « médicale » est supprimé;

Art. 7. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 9. § 1. Wanneer de inkomsten van het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar in de loop waarvan de aanvraag werd ingediend ten minste met 20 pct. verlaagd of verhoogd zijn ten opzichte van de inkomsten van het tweede jaar voorafgaand aan het jaar in de loop waarvan de aanvraag werd ingediend, wordt rekening gehouden met de inkomsten van het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar in de loop waarvan de aanvraag werd ingediend.

Wanneer, in geval van herziening van ambtswege de inkomsten van het kalenderjaar dat voorafgaat aan de datum van de herziening van ambtswege, ten minste met 20pct. verlaagd of verhoogd zijn ten opzichte van de inkomsten van het tweede kalenderjaar voorafgaand aan de datum van de herziening van ambtswege, wordt rekening gehouden met de inkomsten van het kalenderjaar voorafgaand aan de datum van de herziening van ambtswege.

§ 2. Wanneer de gegevens inzake burgerlijke staat, samenstelling van het gezin of samenwoning, welke tot grondslag gediend hebben voor de bepaling van het bedrag van het op het aanslagbiljet voorkomend inkomen, gewijzigd zijn, wordt rekening gehouden met de nieuwe toestand. »

Art. 8. Artikel 10, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 5 maart 1990, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Voor de toepassing van de artikelen 4, 6, 6bis, 8 en 9, wordt met de feitelijke scheiding van de echtgenoten of met het einde van de samenwoning van de personen die een huishouden vormen slechts rekening gehouden in zover deze toestanden sedert minstens één jaar duren. »

Art. 9. In artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 1991, wordt het vierde lid vervangen door de volgende twee leden:

« De aanvrager is ertoe gehouden het formulier voor het geneeskundig getuigschrift te laten invullen en ondertekenen door een geneesheer van zijn keuze en het onder gesloten omslag terug te bezorgen aan de burgemeester.

Het geneeskundig getuigschrift, alsook desgevallend het formulier aangifte der inkomsten, worden aan de burgemeester terugbezorgd binnen een termijn van dertig dagen ingaande op de datum waarop deze de formulieren uitreikte. »

Art. 10. In artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 1991, worden in het eerste lid de woorden « onder gesloten omslag » ingevoegd na de woorden « het vereiste geneeskundig getuigschrift ».

Art. 11. Artikel 16, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 16. De onderzoeken met het oog op het vaststellen van de vermindering van verdienvermogen of van het gebrek aan of vermindering van de zelfredzaamheid worden uitgevoerd door een geneesheer van de Medische Dienst van het Ministerie van Sociale Voorzorg of van de Dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering of door een geneesheer of een multidisciplinair team daartoe aangewezen door de Minister.

De Medische Dienst van het Ministerie van Sociale Voorzorg is belast met het toezicht op de activiteiten van de Dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering en op de geneesheer en het multidisciplinair team aangewezen door de Minister wat betreft de door hen uitgevoerde onderzoeken in het kader van de wet betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten.

De Minister mag aan de Dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering evenals aan de geneesheer en het multidisciplinair team die door hem werden aangewezen, instructies geven met het oog op de eenvormige toepassing van de wet en haar uitvoeringsbesluiten. »

Art. 12. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Medische Dienst van het Ministerie van Sociale Voorzorg, de Dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, de geneesheer of het multidisciplinair team aangewezen door de Minister vordert van de aanvrager de getuigschriften die noodzakelijk worden geacht. »

2° in het vijfde lid wordt het woord « geneeskundig » geschrapt;

3° l'alinéa 6 est remplacé par la disposition suivante :

« Si l'intéressé est incapable de se déplacer, l'expertise est réalisée sur place. »

Art. 13. L'article 21, du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application de l'alinéa précédent, 1° et 2°, il n'est toutefois pas procédé d'office à une révision du droit à l'allocation en raison d'une mise au travail du bénéficiaire pour une période de 6 mois ou moins. »

Art. 14. L'article 23 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. § 1er. La révision sur demande produit ses effets le premier jour du mois qui suit la date d'introduction de la demande.

§ 2. La révision d'office produit ses effets :

1° le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le bénéficiaire se trouve dans l'une des situations suivantes :

- a) modification de nationalité;
- b) modification de l'état civil, établissement en ménage au sens de l'article 7, fin de la séparation de fait, le fait que plus aucun enfant n'est encore à charge;
- c) séparation de fait ou fin de la cohabitation d'au moins un an au sens de l'article 10, alinéa 3;
- d) placement ou séjour de plus de trois mois dans une institution;
- e) ne plus remplir les conditions de résidence visées à l'article 3;
- f) changement de catégorie, d'isolé à cohabitant;
- g) une augmentation de 20 pour cent au moins des prestations visées à l'article 13, § 1er, alinéa 1er, de la loi, pour autant que le bénéficiaire n'ait pas fait la déclaration visée à l'article 8, § 2, de la loi dans un délai de six mois à dater de l'augmentation des prestations;

2° le 1er janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle les revenus visés à l'article 7 de la loi sont augmentés de 20 % pour cent au moins, pour autant que le bénéficiaire n'ait pas fait la déclaration visée à l'article 8, § 2, de la loi dans un délai de six mois à dater de l'augmentation du revenu;

3° le premier jour du mois qui suit la déclaration ou la constatation de nouveaux éléments, autres que ceux visés aux 1° et 2°, qui peuvent entraîner une diminution ou une suppression du droit à l'allocation ou une suspension du paiement de celle-ci.

§ 3. Les révisions effectuées en application de l'article 21, alinéa 1er, 3° ou 4°, produisent leurs effets le premier jour du mois qui suit la notification.

§ 4. La révision ne peut avoir effet avant la date de prise de cours de la décision qui attribue pour la première fois une allocation. »

Art. 15. L'article 25, § 1er, alinéa 2, f), du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« f) à l'administrateur provisoire désigné par le juge de paix en application de l'article 488bis, b), § 1er, du Code civil. »

Art. 16. Dans l'article 27 du même arrêté, le mot « total » est remplacé par le mot « mensuel ».

Art. 17. L'article 28, alinéa 1er, 3, du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Un séjour de moins de 15 jours en dehors de l'institution n'interrompt pas la période de trois mois successifs. »

Art. 18. L'article 30 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 30. § 1er. Pour l'application de l'article 13, § 1er, de la loi, les prestations à prendre en considération sont celles auxquelles peut prétendre le handicapé le 1er jour du mois qui suit celui au cours duquel la demande est introduite ou la révision d'office a lieu.

En vue de leur déduction du montant des allocations, les montants des prestations visées à l'alinéa 1er sont calculés sur une base annuelle.

§ 2. Lorsqu'une prestation, visée à l'article 13, § 1er, de la loi, est liquidée sous forme de capital ou de valeur de rachat, sa contrepartie en prestation périodique est prise en compte à concurrence de

3° het zesde lid wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Indien de belanghebbende in de onmogelijkheid verkeert zich te verplaatsen, wordt het onderzoek ter plaatse verricht. »

Art. 13. Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid:

« Voor de toepassing van vorig lid, 1° en 2°, wordt evenwel niet ambtshalve overgegaan tot een herziening van het recht op de tegemoetkoming wegens een tewerkstelling van de gerechtigde voor een periode van 6 maanden of minder. »

Art. 14. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 23. § 1. De herziening op aanvraag heeft uitwerking op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van indiening van de aanvraag.

§ 2. De ambtshalve herziening heeft uitwerking op:

1° de eerste dag van de maand na die in de loop waarvan de gerechtigde zich in één of meer van de volgende situaties bevindt :

- a) wijziging van nationaliteit;
- b) wijziging van burgerlijke staat, het vormen van een huishouden in de zin van artikel 7, einde van de feitelijke scheiding, het feit dat geen kind nog ten laste is;
- c) feitelijke scheiding of einde van de samenwoning van minstens één jaar in de zin van artikel 10, derde lid;
- d) plaatsing of verblijf van meer dan drie maanden in een instelling;
- e) niet meer voldoen aan de verblijfsvoorwaarden bedoeld in artikel 3;
- f) verandering van categorie, van alleenstaande naar samenwonende;
- g) een verhoging met ten minste 20pct. van de uitkeringen bedoeld in artikel 13, § 1, eerste lid van de wet, voor zover de gerechtigde de aangifte bedoeld in artikel 8, § 2, van de wet niet heeft gedaan binnen een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de datum van verhoging van de uitkeringen;

2° op één januari van het jaar dat volgt op het jaar in de loop waarvan de inkomsten bedoeld in artikel 7 van de wet met ten minste 20 pct. verhoogd zijn, voor zover de gerechtigde de aangifte bedoeld in artikel 8, § 2, van de wet niet heeft gedaan binnen een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de datum van verhoging van de inkomsten;

3° de eerste dag van de maand die volgt op de aangifte of de vaststelling van nieuwe gegevens, andere dan die bedoeld in 1° en 2°, die het recht op tegemoetkoming kunnen doen verminderen of wegvallen of de betaling ervan opschorten.

§ 3. De herzieningen met toepassing van artikel 21, eerste lid, 3° of 4°, hebben uitwerking op de eerste dag van de maand volgend op de betekening.

§ 4. De herziening kan geen uitwerking hebben voor de ingangsdatum van de beslissing waarbij voor de eerste maal een tegemoetkoming wordt toegekend. »

Art. 15. Artikel 25, § 1, tweede lid, f), van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

« f) aan de voorlopige bewindvoerder door de vrederechter aangesteld bij toepassing van artikel 488bis, b), § 1, van het Burgerlijk Wetboek. »

Art. 16. In artikel 27 van hetzelfde besluit, wordt het woord « totaal » vervangen door het woord « maandelijks ».

Art. 17. Artikel 28, eerste lid, 3, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling:

« Een verblijf van minder dan 15 dagen buiten de instelling onderbreekt de periode van drie opeenvolgende maanden niet. »

Art. 18. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 30. § 1. Voor de toepassing van artikel 13, § 1, van de wet, zijn de in aanmerking te nemen uitkeringen degene waarop de gehandicapte recht heeft op de eerste dag van de maand die volgt op de maand in de loop waarvan de aanvraag wordt ingediend of de herziening van ambtshalve plaats heeft.

Met het oog op het aftrekken van deze uitkeringen van het bedrag van de tegemoetkomingen, worden de bedragen van de uitkeringen bedoeld in het eerste lid berekend op jaarbasis.

§ 2. Ingeval een uitkering, bedoeld in artikel 13, § 1, van de wet, werd uitgekeerd onder de vorm van een kapitaal of afkoopwaarde, wordt zijn tegenwaarde in periodieke uitkering in aanmerking

la rente viagère résultant de leur conversion suivant le pourcentage indiqué au tableau ci-après en regard de l'âge révolu du bénéficiaire à la date du fait qui a donné lieu à la liquidation :

Age révolu du bénéficiaire à la date du fait qui a donné lieu à la liquidation	Pourcentage de conversion en rente viagère des capitaux ou valeurs de rachat
0	4,7535
1	4,7622
2	4,7713
3	4,7809
4	4,7909
5	4,8014
6	4,8125
7	4,8241
8	4,8362
9	4,8490
10	4,8623
11	4,8764
12	4,8911
13	4,9066
14	4,9229
15	4,9399
16	4,9578
17	4,9766
18	4,9964
19	5,0171
20	5,0389
21	5,0618
22	5,0858
23	5,1111
24	5,1377
25	5,1656
26	5,1949
27	5,2258
28	5,2582
29	5,2923
30	5,3282
31	5,3660
32	5,4057
33	5,4476
34	5,4916
35	5,5380
36	5,5868
37	5,6383
38	5,6925
39	5,7497
40	5,8099
41	5,8735
42	5,9405
43	6,0112
44	6,0859
45	6,1647
46	6,2480
47	6,3359
48	6,4289
49	6,5272
50	6,6311
51	6,7411
52	6,8575
53	6,9808
54	7,1114
55	7,2497
56	7,3965
57	7,5521
58	7,7172
59	7,8925
60	8,0787
61	8,2766
62	8,4869
63	8,7106
64	8,9487
65	9,2021
66	9,4721
67	9,7598

genomen ten belope van de lijfrente die bekomen wordt uit hun omzetting tegen het procent dat in de onderstaande tabel is vermeld tegenover de volle leeftijd van de verkrijger op de datum van het feit dat aanleiding heeft gegeven tot de uitkering :

Volle leeftijd van de verkrijger op de datum van het feit dat aanleiding heeft gegeven tot de uitkering	Percent voor omzetting van kapitaal of afkoopwaarde in lijfrente
0	4,7535
1	4,7622
2	4,7713
3	4,7809
4	4,7909
5	4,8014
6	4,8125
7	4,8241
8	4,8362
9	4,8490
10	4,8623
11	4,8764
12	4,8911
13	4,9066
14	4,9229
15	4,9399
16	4,9578
17	4,9766
18	4,9964
19	5,0171
20	5,0389
21	5,0618
22	5,0858
23	5,1111
24	5,1377
25	5,1656
26	5,1949
27	5,2258
28	5,2582
29	5,2923
30	5,3282
31	5,3660
32	5,4057
33	5,4476
34	5,4916
35	5,5380
36	5,5868
37	5,6383
38	5,6925
39	5,7497
40	5,8099
41	5,8735
42	5,9405
43	6,0112
44	6,0859
45	6,1647
46	6,2480
47	6,3359
48	6,4289
49	6,5272
50	6,6311
51	6,7411
52	6,8575
53	6,9808
54	7,1114
55	7,2497
56	7,3965
57	7,5521
58	7,7172
59	7,8925
60	8,0787
61	8,2766
62	8,4869
63	8,7106
64	8,9487
65	9,2021
66	9,4721
67	9,7598

Age révolu du bénéficiaire à la date du fait qui a donné lieu à la liquidation	Pourcentage de conversion en rente viagère des capitaux ou valeurs de rachat	Volle leeftijd van de verkrijger op de datum van het feit dat aanleiding heeft gegeven tot de uitkering	Percent voor omzetting van kapitaal of afkoopwaarde in lijfrente
68	10,0665	68	10,0665
69	10,3936	69	10,3936
70	10,7427	70	10,7427
71	11,1154	71	11,1154
72	11,5134	72	11,5134
73	11,9387	73	11,9387
74	12,3933	74	12,3933
75	12,8795	75	12,8795
76	13,3994	76	13,3994
77	13,9558	77	13,9558
78	14,5513	78	14,5513
79	15,1887	79	15,1887
80	15,8712	80	15,8712
81	16,6020	81	16,6020
82	17,3845	82	17,3845
83	18,2225	83	18,2225
84	19,1198	84	19,1198
85	20,0804	85	20,0804
86	11,1085	86	21,1085
87	22,2084	87	22,2084
88	23,3845	88	23,3845
89	24,6414	89	24,6414
90	25,9836	90	25,9836
91	27,4157	91	27,4157
92	28,9419	92	28,9419
93	30,5665	93	30,5665
94	32,2933	94	32,2933
95	34,1259	95	34,1259
96	36,0670	96	36,0670
97	38,1187	97	38,1187
98	40,2823	98	40,2823
99	42,5577	99	42,5577
100	44,9438	100	44,9438
101	47,4381	101	47,4381
102	50,0367	102	50,0367
103	52,7355	103	52,7355
104	55,5321	104	55,5321
105	58,4333	105	58,4333
106	61,4784	106	61,4784
107	64,8168	107	64,8168
108	68,9976	108	68,9976
109	76,2770	109	76,2770
110	100,0000	110	100,0000

L'imputation se fait dès la date de prise de cours du droit à l'allocation. »

Art. 19. L'article 31 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 31. En cas d'application de l'article 13, § 2, de la loi, le demandeur de l'avance doit indiquer sur quelles prestations ou indemnités il souhaite obtenir une avance, par qui celles-ci sont, selon son avis, dues et pour quelle période. Il doit également communiquer si les instances qui doivent les prestations ou indemnités ont accordé des avances.

Le demandeur doit en outre avertir le Service des allocations aux handicapés du Ministère de la Prévoyance sociale dès qu'il obtient ces prestations ou indemnités.

L'avance n'est pas accordée pour des périodes antérieures à la demande.

Elle est accordée jusqu'à concurrence du montant de l'allocation de remplacement de revenus pour autant que le demandeur remplisse les conditions visées aux articles 2 à 8 et 13, § 1er, de la loi. »

Art. 20. L'article 32 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application de l'article 14, alinéa 2, de la loi, les montants des allocations octroyées sont liés à l'indice-pivot applicable à la date de prise de cours du droit à l'allocation. »

De verrekening gebeurt vanaf de ingangsdatum van het recht op de tegemoetkoming. »

De verrekening gebeurt vanaf de ingangsdatum van het recht op de tegemoetkoming. »

Art. 19. Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 31. In geval van toepassing van artikel 13, § 2, van de wet moet de aanvrager van het voorschot aangeven op welke uitkeringen of vergoedingen hij een voorschot wenst te bekomen, door wie deze naar zijn mening verschuldigd zijn en voor welke periode. Hij moet eveneens mededelen of de instanties welke deze uitkeringen of vergoedingen verschuldigd zijn voorschotten hebben toegekend.

De aanvrager moet de Dienst voor tegemoetkomingen aan gehandicapten van het Ministerie van Sociale Voorzorg bovendien verwittigen van zodra hij deze uitkeringen of vergoedingen bekomt.

Het voorschot wordt niet toegekend voor perioden voorafgaand aan de aanvraag.

Het wordt ten belope van het bedrag van de inkomensvervangende tegemoetkoming verleend voor zover de aanvrager de voorwaarden bedoeld in de artikelen 2 tot 8 en 13, § 1 van de wet vervult. »

Art. 20. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de toepassing van artikel 14, tweede lid, van de wet, zijn de toegekende tegemoetkomingen gebonden aan het spilindexcijfer dat van toepassing is op de ingangsdatum van het recht op de tegemoetkoming. »

Art. 21. Dans l'article 33 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de décès du bénéficiaire de l'allocation, les termes échus et non payés sont payés d'office au conjoint avec lequel le bénéficiaire cohabitait ou à la personne avec laquelle il était établi en ménage, au moment de son décès. »;

2^o dans l'alinéa 2, les mots « visé à l'alinéa premier » sont remplacés par les mots « ou de la personne visés à l'alinéa 1er »;

3^o l'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante :

« La demande datée et signée est introduite sur un formulaire dont le modèle est établi par le Service des allocations aux handicapés du Ministère de la Prévoyance sociale. Le bourgmestre de la commune où le défunt avait sa résidence principale ou le bourgmestre de la commune où le défunt vivait avec une des personnes visées à l'alinéa 2, 3^o, certifie l'exactitude des renseignements qui sont mentionnés sur cette formule et la contresigne. Les personnes visées à l'alinéa 2, 4^o et 5^o, peuvent faire signer la demande par le bourgmestre de leur résidence principale. »;

4^o dans l'alinéa 7, les mots « était inscrit dans le registre de la population » sont remplacés par les mots « avait sa résidence principale ».

Art. 22. L'article 34 du même arrêté est complété par les alinéas suivants :

« Le Ministre ne procède pas à la récupération des allocations payées indûment lorsque la somme payée indûment est inférieure à 12 000 F, à la condition que le débiteur n'ait commis aucune fraude, dol ou manoeuvres frauduleuses et que des arriérés échus et non encore payés d'allocations aux handicapés ne soient pas disponibles. Dans ce dernier cas la compensation des dettes est appliquée.

Le montant précité est lié à l'indice 110,43 des prix à la consommation. »

Art. 23. Par dérogation à l'article 32, alinéa 2, du même arrêté, les allocations dont le droit a pris cours avant le 1er juillet 1993, sont liées à l'indice-pivot applicable à cette date.

Art. 24. L'article 41 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1987. »

Art. 25. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1993.

Art. 26. Notre Ministre de l'Intégration sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 14 avril 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

La Ministre de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

Art. 21. In artikel 33 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling:

« In geval van overlijden van de gerechtigde op een tegemoetkoming, worden de vervallen en niet uitbetaalde termijnen van ambtswege uitbetaald aan de echtgenoot met wie de gerechtigde samenleefde of aan de persoon met wie hij een huishouden vormde, op het ogenblik van zijn overlijden. »;

2^o in het tweede lid worden tussen de woorden « echtgenoot » en « worden » de woorden « of persoon » ingevoegd;

3^o het vijfde lid wordt vervangen door de volgende bepaling:

« De gedagtekende en ondertekende aanvraag wordt ingediend door middel van een formulier waarvan het model wordt vastgesteld door de Dienst voor tegemoetkomingen aan gehandicapten van het Ministerie van Sociale Voorzorg. De burgemeester van de gemeente waar de overledene zijn hoofdverblijfplaats had of de burgemeester van de gemeente waar de overledene samenleefde met één der in het tweede lid, 3^o, bedoelde personen bevestigt de juistheid van de op dit formulier vermelde gegevens en ondertekent dit mede. De personen bedoeld in het tweede lid, 4^o en 5^o, kunnen de aanvraag laten ondertekenen door de burgemeester van hun hoofdverblijfplaats. »;

4^o in het zevende lid worden de woorden « was ingeschreven in het bevolkingsregister » vervangen door de woorden « zijn hoofdverblijfplaats had ».

Art. 22. Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende leden :

« De Minister gaat niet over tot de terugvordering van de onverschuldigd betaalde tegemoetkomingen wanneer het onverschuldigd betaalde bedrag lager is dan 12 000 F, op voorwaarde dat de schuldenaar geen bedrog, arglist of bedrieglijke handelingen heeft begaan en dat er geen vervallen en nog niet uitbetaalde achterstallen van tegemoetkomingen aan gehandicapten voorhanden zijn. In dat laatste geval wordt schuldvergelijking toegepast.

Het bovenvermelde bedrag is gekoppeld aan het indexcijfer 110,43 van de consumptieprijzen. »

Art. 23. In afwijking van artikel 32, tweede lid, van hetzelfde besluit, zijn de tegemoetkomingen waarvan het recht is ingegaan vóór 1 juli 1993, gebonden aan het spilindexcijfer dat op die datum van toepassing is.

Art. 24. Artikel 41 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1987. »

Art. 25. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1993.

Art. 26. Onze Minister van Maatschappelijke Integratie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 14 april 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
Mevr. L. ONKELINX

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

F. 93 — 1401

1er JUNI 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 décembre 1991 portant des mesures temporaires pour l'exécution du régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer, modifiée par les lois des 23 février 1971 et 18 juillet 1973;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois des 11 avril 1983 et 29 décembre 1990;

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 93 — 1401

1 JUNI 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 december 1991 houdende tijdelijke maatregelen voor de uitvoering van de communautaire regeling voor de instandhouding en het beheer van de visbestanden

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 12 april 1957 waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt maatregelen voor te schrijven ter bescherming van de biologische hulpbronnen van de zee, gewijzigd bij de wetten van 23 februari 1971 en 18 juli 1973;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983 en 29 december 1990;